



# **PARTIREP ELECTION STUDY**

**Vrije Universiteit Brussel**

**Université Libre de Bruxelles**

**Katholieke Universiteit Leuven**

**Universiteit Antwerpen**

**[www.partirep.eu](http://www.partirep.eu)**



## RESUME

- **Quelles étaient les motivations du vote le 7 juin 2009?**
- **Pour qui l'électeur protestataire a-t-il voté ?**
- **Qui a changé de parti au cours de la campagne ?**

A l'occasion des élections régionales et européennes du 7 juin 2009, la Vrije Universiteit Brussel, l'Université Libre de Bruxelles, la KU Leuven et l'Universiteit Antwerpen ont effectué ensemble une recherche approfondie des motivations du vote. Un échantillon représentatif de 2331 électeurs de Flandre et de Wallonie a été interviewé longuement et à plusieurs reprises. Cette étude électorale PARTIREP offre un aperçu très complet et détaillé du comportement électoral lors des dernières élections régionales et européennes. Aujourd'hui, les chercheurs de ce consortium interuniversitaire présentent leurs premiers résultats.

Premièrement, l'enquête révèle clairement les motivations du vote les plus importantes: la crise financière, la sécurité sociale et le chômage, et cela dans les deux grandes régions du pays. La réforme de l'Etat n'est citée que par 8% des électeurs flamands et par 5% des électeurs wallons.

Deuxièmement, il apparaît que la confiance des citoyens dans le système politique est plus limitée en Wallonie qu'en Flandre, où les électeurs ont apparemment surtout confiance en leurs propres institutions régionales. En Flandre, la méfiance mène à un vote pour le Vlaams Belang, la Lijst Dedecker ou la N-VA. En Wallonie, il n'y a pas vraiment de vote protestataire, et pas non plus pour Ecolo comme certains l'affirment.

Enfin, notre enquête par panel montre que beaucoup d'électeurs ont encore changé de parti tout au long de la campagne. Au départ, la LDD paraissait en route pour un grand succès, mais elle a perdu pas mal d'électeurs au fil de la campagne, surtout au profit de la N-VA. Le SP.a a vu des électeurs le quitter pour le Vlaams Belang et Groen! En Wallonie, il y a également eu beaucoup de mouvement, avec un retour de dernière minute remarquable du PS aux dépens surtout d'Ecolo.

## INTERPRETATION DES RESULTATS DES ELECTIONS

Il y a deux manières de lire et d'interpréter le résultat d'une élection. La première est celle qu'on pourrait appeler 'la méthode rapide', la *lecture instantanée* des résultats dès qu'ils sont disponibles. Au cours de la soirée électorale et pendant les jours qui suivent, c'est le seul moyen d'essayer de découvrir et de comprendre ce qui s'est passé. Cette lecture instantanée doit se baser sur un certain nombre de suppositions, par exemple sur les raisons qui ont poussé les électeurs à produire ce résultat (le fameux 'signal de l'électeur') et sur les transferts d'électeurs entre les partis.

La lecture instantanée, par laquelle les partis politiques surtout essaient de donner rapidement le ton est bien sûr très importante. C'est cette première lecture qui est responsable des premières retombées des élections, avec certains partis qui se montrent déçus et d'autres qui se déclarent les vainqueurs du scrutin. La première lecture aide les partis à prendre position. Elle a donc des effets directs sur les négociations pour former une nouvelle coalition gouvernementale.

On peut également analyser les élections – d'une manière plus scientifique – en allant au-delà des scores des partis pour se pencher sur le vote individuel des électeurs. C'est une méthode qui est forcément plus lente. Elle nécessite du temps parce qu'elle exige un travail méticuleux. Elle se base sur des entretiens avec un grand nombre d'électeurs, ce qui est un processus fastidieux et long. Mais l'image que l'on obtient devient alors aussi plus complexe et plus détaillée.

Trois mois après les élections nous ne disposons pas encore de cette analyse complète et nuancée<sup>1</sup>. Nous avons toutefois déjà des éléments nous permettant de revenir sur certaines grandes affirmations énoncées au soir du scrutin ou dans les jours suivants et que notre analyse vient nuancer et même parfois contredire. Grâce à une première analyse des données de l'enquête électorale PARTIREP, nous sommes dès aujourd'hui capables de contribuer à une lecture plus fine et plus proche de la réalité de ce qui s'est passé le 10 juin 2009.

---

1. Nous nous sommes donnés un an et prévoyons la publication d'un livre issu de cette enquête électorale PartiRep pour le 7 juin 2010 :  
Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGE & Stefaan WALGRAVE (eds.) (2010), *Les élections régionales du 7 juin 2009*, Bruxelles : Editions de l'ULB  
Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGE & Stefaan WALGRAVE (red) (2010), *De regionale verkiezingen van 7 juni 2009*, Brussel: VUB Press

## **LA METHODE**

L'enquête électorale de PARTIREP a un design unique en Belgique. Elle a été organisée en trois vagues consécutives. A chaque fois le même groupe d'électeurs a été questionné. Pendant la première vague, du 21 février au 23 mai 2009, 2331 électeurs wallons et flamands ont été interviewés en face-à-face pendant 40 minutes (les électeurs bruxellois n'ont malheureusement pas pu être inclus dans cette enquête pour des raisons budgétaires). Au cours de la deuxième vague, du 25 mai au 6 juin 2009, 1845 des 2331 électeurs déjà interviewés ont été à nouveau interrogés, mais cette deuxième fois par téléphone – les 486 'perdus' entre les deux vagues n'étaient pas joignables ou ne désiraient plus collaborer à la suite de l'enquête. Du 22 juin au 24 août (donc après les élections), 1698 électeurs ont été interviewés par téléphone dans une troisième vague. Cette technique d'enquête par 'panel' nous a fourni un vrai trésor de données, non seulement sur le comportement électoral du 7 juin 2009, mais aussi, par exemple, sur l'utilisation et les effets des médias, sur les perceptions de la démocratie, sur ce que les citoyens attendent de leurs représentants et sur plusieurs attitudes et convictions idéologiques et philosophiques.

Nous avons travaillé sur un échantillon parfaitement aléatoire tiré du Registre National. C'est la seule technique qui permet de parler d'un échantillon vraiment représentatif. Il n'est donc pas biaisé par – entre autres – la possession d'une ligne téléphonique fixe ou mobile ou l'accès à l'internet. Seuls les électeurs sélectionnés de cette façon ont pu être interviewés, même si cela exigeait plusieurs tentatives de prise de contact pour pouvoir rencontrer les gens chez eux.

Le travail de terrain de cette enquête a été effectué par la société TNS Dimarso.

## L'EQUIPE

Cette enquête a été réalisée par le Pôle d'Attraction Interuniversitaire PARTIREP (acronyme de « *Participation and representation in modern democracies* »). Les Pôles d'Attraction Interuniversitaires (PAI) sont des réseaux d'universités financés par la Politique Scientifique Fédérale. Ils permettent de mettre sur pied de grands projets de recherche. PARTIREP unit les forces des départements de sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel, de l'Université Libre de Bruxelles, de la KU Leuven et de l'Universiteit Antwerpen. L'Université de Leiden (Pays-Bas) fait également partie du réseau PARTIREP.

Comme son nom l'indique, PARTIREP étudie les différents aspects du fonctionnement de la démocratie contemporaine: l'adhésion aux partis politiques, la participation politique, la confiance politique, la représentation politique. Nous faisons cela à partir de données récoltées dans le cadre de notre projet lui-même. L'enquête électorale en est un exemple. Un autre est l'enquête comparative et internationale qui est en cours et qui interroge les membres de 65 assemblées législatives nationales et régionales dans 15 pays sur le fonctionnement de la représentation politique.

Aujourd'hui les projets de PARTIREP rassemblent plus de 20 chercheurs :

**Rudy Andeweg (Leiden)**

Teun Pauwels (Bruxelles)

Audrey André (Brussel)

Jean-Benoit Pilet (Bruxelles)

Didier Caluwaerts (Brussel)

Giulia Sandri (Bruxelles)

**Pascal Delwit (Bruxelles)**

Irina Stefuriuc (Brussel)

**Kris Deschouwer (Brussel)**

Mihnea Tanasescu (Brussel)

Sam Depauw (Brussel)

Emilie van Haute (Bruxelles)

Silvia Erzeel (Brussel)

Jeroen Van Laer (Antwerpen)

**Marc Hooghe (Leuven)**

Tom Verthé (Brussel)

Jonas Lefevere (Antwerpen)

**Stefaan Walgrave (Antwerpen)**

Tom Louwerse (Leiden)

Kavita Ziemann (Leiden)

Sofie Mariën (Leuven)

## LA MOTIVATION DU VOTE

Nous avons demandé à trois reprises à nos répondants de nous expliquer leur choix électoral : deux fois avant les élections – il nous expliquait leur intention de vote à ce moment – et une fois après les élections. Nous les avons interrogés de plusieurs façons. D’abord, nous les avons laissé énoncer spontanément la raison de leur vote. Ensuite, ils ont pu expliquer librement leur choix électoral. Enfin, nous leur avons également présenté à deux reprises – lors de la première et de la deuxième vague – une liste de dix grands thèmes et demandé lequel des dix était le plus important pour leur choix électoral.

Bien souvent, dans l’esprit des partis mais aussi dans les commentaires entendus à l’issue du scrutin (la ‘lecture rapide’ évoquée plus haut), il est pratique de présumer que tous les électeurs défendent tous les choix du parti pour qui ils viennent de voter. La réalité est cependant beaucoup plus nuancée. Les électeurs suivent en général leur parti pour les thèmes qu’ils trouvent eux-mêmes les plus importants mais ils n’adhèrent pas de A à Z au programme du parti pour qui ils votent. Nous savons depuis longtemps que, par exemple, les électeurs du Vlaams Belang ne votent pas tant pour ce parti parce qu’il défend l’indépendance de la Flandre, mais bien pour ses points de vue sur l’immigration et la criminalité.

En Flandre, les premières tentatives d’explication du vote du 10 juin 2009 se sont faites en des termes communautaires, liés à la réforme de l’Etat. Mais est-ce vraiment le thème qui a fait bouger les électeurs ? Chaque recherche électorale depuis 1991 a démontré que peu d’électeurs étaient motivés d’abord et avant par ce thème. Mais les temps ont changé. On discute quand même déjà depuis 2003 de BHV et on vit une impasse communautaire depuis 2007. On peut donc s’attendre à ce que les électeurs aussi aient évolué.

Et pourtant, rien n’est moins vrai. En Flandre, 8,1% des électeurs mentionnent la réforme de l’Etat comme premier thème. En Wallonie, ils sont 4,6%. Le thème qui de loin a le plus influencé le vote est la crise financière, un peu plus encore en Wallonie qu’en Flandre, où la sécurité sociale est un thème un peu plus important. En Wallonie, l’environnement est mentionné un peu plus souvent, mais il s’agit là comme en Flandre d’une motivation peu fréquemment évoquée.

Le Tableau 1 présente les résultats par région et par parti. Les conclusions les plus importantes sont les suivantes :

- Près de la moitié des électeurs de Groen! citent le thème de l’environnement comme motivation principale de leur vote. C’est le seul parti où un thème domine

à ce point, ce qui le rapproche de ce que l'on peut appeler un "one issue party". La différence avec Ecolo est intéressante : seul un quart des électeurs Ecolo citent en premier lieu le thème de l'environnement alors qu'un tiers mentionne la crise financière.

- L'électorat du Vlaams Belang, de la LDD et de la N-VA mentionnent un peu plus que les autres partis le thème de la criminalité et de la justice. Les électeurs du Vlaams Belang et – plus faiblement – ceux de la LDD sont aussi plus influencés par le thème de l'immigration. En revanche, ni au Vlaams Belang ni chez la Lijst Dedecker, la réforme de l'Etat est-elle plus souvent citée comme motivation du vote que la moyenne flamande.
- Il n'y a en Flandre aucun parti pour lequel la motivation du vote la plus fréquemment citée est la réforme de l'Etat, même pas la N-VA. Certes, 23,5% des électeurs de ce parti mentionnent en premier lieu la question communautaire. Mais ils sont encore plus nombreux, un tiers, à avoir coché la case 'crise financière' comme motivation principale. Dans les autres partis, seul le CD&V a une frange d'électeurs citant la réforme de l'Etat comme motivation du vote (8,8%) supérieure à la moyenne flamande. En Wallonie, les électeurs du MR mentionnent un peu plus souvent la réforme de l'Etat comme thème prioritaire que la moyenne régionale. Les 8,9% du MR sont d'ailleurs au niveau de la moyenne en Flandre.
- Enfin, notons que la sécurité sociale est citée comme motivation principale du vote plus fréquemment chez les électeurs du SP.a, mais aussi chez ceux du PS, du CD&V et du cdH.

La crise financière est, nous l'avons dit, une des motivations les plus fréquemment citées. Mais son importance dans l'actualité pourrait en avoir fait une motivation 'passe partout'. Ce thème générique peut cacher des motivations bien plus subtiles et complexes et avoir des significations différentes pour les électeurs des différents partis. La N-VA, par exemple, a mené campagne avec le slogan 'Choix pour la Flandre, issue de la crise'. La motivation 'crise financière' peut dès lors prendre chez les électeurs de ce parti une connotation communautaire très forte. Il nous faudra donc dans les mois qui viennent encore approfondir l'analyse des motivations du vote, entre autres en décodant toutes les réponses que nous avons reçues sur la question ouverte : pourquoi avez-vous voté pour ce parti-là ?

**Tableau 1: La raison la plus importante pour choisir un parti (pourcentages par parti – deuxième vague mai - juin 2009)**

	Flandre	CD&V	VB	SP.a	Open VLD	N-VA	LDD	Groen	Wallonie	PS	MR	cdH	Ecolo
<b>Crise financière</b>	<b>32,9</b>	32,4	36,8	31,4	37,6	30,1	37,1	21,3	<b>39,7</b>	44,3	45,2	45,1	30,5
<b>Sécurité sociale</b>	<b>22,3</b>	30,4	12,6	37,2	18,6	12,5	13,8	12,5	<b>15,7</b>	23,4	6,7	17,6	14,4
<b>Chômage</b>	<b>13,0</b>	13,2	10,5	13,6	13,9	8,1	13,8	10,0	<b>13,3</b>	14,6	11,9	14,7	15,0
<b>Criminalité et justice</b>	<b>8,2</b>	5,7	16,8	1,6	7,2	14,7	13,8	2,5	<b>7,5</b>	7,6	7,4	6,9	4,8
<b>Environnement</b>	<b>6,0</b>	1,4	3,2	4,7	3,6	3,7	0,9	46,3	<b>10,4</b>	2,5	9,6	2,0	24,0
<b>Réforme de l'état</b>	<b>8,1</b>	8,8	5,3	2,1	6,2	23,5	5,2	6,3	<b>4,6</b>	1,9	8,9	2,9	4,8
<b>Immigration</b>	<b>2,9</b>	2,4	8,4	2,6	2,6	2,9	3,4	1,3	<b>3,2</b>	1,3	5,2	4,9	1,8
<b>Fiscalité</b>	<b>4,8</b>	3,4	6,3	3,1	7,2	3,7	12,1	0,0	<b>3,0</b>	2,5	3,0	5,9	1,2
<b>Culture</b>	<b>0,6</b>	0,3	0,0	2,1	1,0	0,0	0,0	0,0	<b>1,8</b>	0,6	1,5	0,0	2,4
<b>Mobilité</b>	<b>1,2</b>	2,0	0,0	1,6	2,1	0,7	0,0	0,0	<b>0,8</b>	1,3	0,7	0,0	1,2



## CONFIANCE POLITIQUE ET VOTE PROTESTATAIRE

Au lendemain du 7 juin 2009, on a beaucoup (re)parlé des électeurs ‘protestataires’. Ceux-ci ne désirent pas émettre par le vote une opinion sur un parti ou sur une coalition gouvernementale. Ils utilisent leur bulletin pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis du fonctionnement de la politique en général. En Flandre, on attribue souvent le succès de la Lijst Dedecker à ce phénomène protestataire et le déclin récent du Vlaams Belang à la défection de ce type d’électeur vers la LDD. En Wallonie, le succès d’Ecolo est parfois aussi expliqué par son succès auprès des électeurs qui veulent dire ‘non’ au système politique.

Le vote protestataire n’est pas uniquement l’expression du rejet des partis principaux. Il peut être aussi l’expression d’une *méfiance politique*. Dans un tel cas, l’électeur peut avoir perdu confiance dans les partis traditionnels mais aussi dans les institutions et dans les règles de la démocratie en générale. Il est très sain que les citoyens regardent la politique avec un œil critique, certainement quand il s’agit des activités et des choix des élus. Mais quand il s’agit des règles de base de la démocratie, une dose suffisante de confiance est absolument nécessaire. Quand les citoyens n’ont plus confiance en l’équité des règles électorales ou en la légitimité du parlement ou du gouvernement, un problème sérieux pour la stabilité du système politique se pose.

Afin d’aborder cette question, nous avons présenté à nos répondants six institutions, en leur demandant à quel point ils ont confiance en elles. Ils pouvaient pour chacune exprimer leur degré de confiance à partir d’une échelle allant de 0 (pas de confiance du tout) à 10 (confiance totale). La moyenne des scores pour les six institutions donne idée du niveau général de confiance des citoyens belges en leurs institutions politiques.

Le résultat est clair. La confiance des Belges dans leurs institutions politiques n’est pas très grande : 5,13 sur 10 en moyenne. Cela peut paraître très bas et indiquer une confiance très limitée mais il faut nuancer ce résultat. Les recherches comparatives européennes mesurent de la même façon la confiance politique et le dernier ‘European Social Survey’, par exemple, a fait ressortir un score moyen de 4,57 pour la confiance des Belges dans leurs institutions (parlement belge, hommes et femmes politiques, partis politiques), soit pas très loin de la moyenne européenne qui est de 3,89. Les Danois ont certes beaucoup plus de confiance dans leurs institutions (5,9 en moyenne), mais les Français (3,62) ou les Bulgares (1,85) ont des taux de confiance encore plus bas. La Belgique se retrouve donc plus ou moins au cœur du peloton européen.

**Tableau 2: La confiance politique en Belgique (score sur 10)**

	<b>Flandre</b>	<b>Wallonie</b>
<b>Gouvernement régional</b>	6,02	5,32
<b>Parlement régional</b>	5,84	5,14
<b>Gouvernement fédéral</b>	5,01	5,19
<b>Parlement fédéral</b>	5,05	5,14
<b>Hommes et femmes politiques</b>	4,64	4,69
<b>Partis politiques</b>	4,66	4,27
<b>Moyenne</b>	5,21	4,96

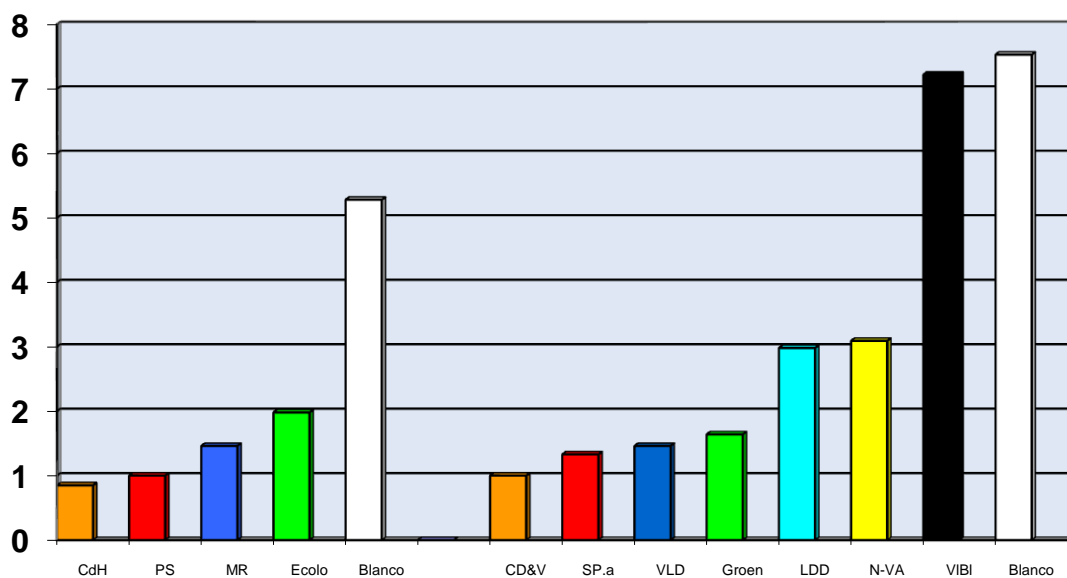
Si on regarde séparément chacune des six institutions reprises dans l'enquête électorale PARTIREP, on constate immédiatement que les Belges des deux grandes régions du pays ont plus confiance en leurs institutions régionales (parlement et gouvernement) que dans les institutions fédérales. La différence entre les deux est nette en Flandre : le gouvernement flamand a un point de plus (6,0 contre 5,0) que le gouvernement fédéral. En Wallonie, la différence est minime : le gouvernement wallon obtient un score de 5,3 et le gouvernement fédéral de 5,2 sur 10.

Le score plus élevé des institutions régionales en Flandre a une conséquence directe qui est d'avoir un taux de confiance global moyen dans les institutions politiques plus élevé en Flandre qu'en Wallonie. Le fait que la Flandre ait des partis comme Vlaams Belang et Lijst Dedecker dans son paysage politique – alors que ce type de parti n'existe pas en Wallonie – ne signifie donc pas automatiquement que la méfiance politique soit plus grande en Flandre, au contraire.

Les électeurs flamands méfiants envers les institutions politiques ont effectivement le choix entre plusieurs partis qui mobilisent cette méfiance. La Figure 1 montre les effets 'nets' – après contrôle pour les variables sociodémographiques – de la méfiance politique sur le choix électoral. Cet effet net exprime la probabilité qu'un électeur méfiant vote pour un certain

parti, en comparaison avec un vote pour le PS en Wallonie et pour le CD&V en Flandre. Les électeurs du PS et du CD&V ont effectivement les taux de confiance les plus élevés. Cela ne doit pas trop nous surprendre. Il s'agit ici des deux partis les plus importants de leur région et ils ont tous les deux marqué l'histoire politique de leur région. Ceux qui ont une préférence pour le CD&V ou pour le PS ont donc plus de raisons que les autres de se montrer confiants dans les institutions politiques.

**Figure 1: La relation entre la méfiance politique et le choix électoral en Wallonie et en Flandre (après contrôle pour les variables sociodémographiques)**



En Région wallonne, les effets de la méfiance politique ne sont pas très importants. Les citoyens méfiants ont un peu plus tendance à voter Ecolo que PS, mais ils optent surtout pour un vote blanc ou nul. Le succès d'Ecolo ne peut donc s'expliquer que très partiellement comme le résultat d'un phénomène protestataire. Le paradoxe de l'électeur wallon est qu'il a moins confiance dans les institutions politiques mais n'a pas la possibilité de traduire ce sentiment en un vote pour un parti politique anti-système. Objectivement parlant, un tel parti trouverait en Wallonie un sol électoral fertile. Cependant, les déboires organisationnelles et autres du FN ont pour conséquence que l'électeur wallon méfiant se voit privé de la possibilité d'un choix partisan incarnant cette méfiance.

En Flandre par contre, les effets de la méfiance politique sur le comportement électoral sont très clairs. Un citoyen très méfiant a 7,2 fois plus de chances de voter Vlaams Belang que de

voter CD&V. Et cet électeur méfiant a aussi 3,1 fois plus de chances de voter N-VA et 2,9 fois plus de chances de voter Lijst Dedecker que de voter CD&V.

En guise de conclusion, nous pouvons donc dire que la méfiance politique n'a pas d'effet linéaire et simple sur les préférences électorales. La méfiance est plus élevée en Wallonie, mais les électeurs wallons n'ont pas de parti à leur disposition qui puisse leur permettre d'exprimer cette méfiance dans l'isoloir. Cela confirme d'autres recherches qui ont démontré que le taux de racisme est tout aussi élevé en Wallonie qu'en Flandre, mais que cette attitude ne mène à un choix électoral spécifique qu'en Flandre (pour le Vlaams Belang en l'occurrence). Cela illustre une fois de plus qu'il est difficile de tirer des conclusions au niveau des attitudes de la population en regardant seulement les résultats électoraux.

## **EVOLUTIONS DE L'ELECTORAT PENDANT LA CAMPAGNE**

Lors de toute élection, il y a deux types d'électeurs : les électeurs fidèles qui décident de voter pour le même parti à tous les scrutins, ou du moins qui décident de revoter pour le même parti qu'au scrutin précédent, et les électeurs volatiles qui changent de parti, qui votent une fois pour l'un et une fois pour l'autre. Ces derniers sont de plus en plus nombreux (en général entre 20% et 30%) et sont aussi les plus convoités par les partis politiques car ce sont eux qui feront basculer le résultat de l'élection.

La plupart du temps, l'analyse de ces électeurs volatiles se fait en comparant le dernier vote en date de l'électeur, dans ce cas-ci au scrutin fédéral de 2007, et le choix posé le jour de l'élection étudiée, ici le 7 juin 2009. Une telle analyse permet de connaître quels ont été les transferts de vote, qui a regagné des électeurs, aux dépens de qui, et qui en a perdu, au profit de qui.

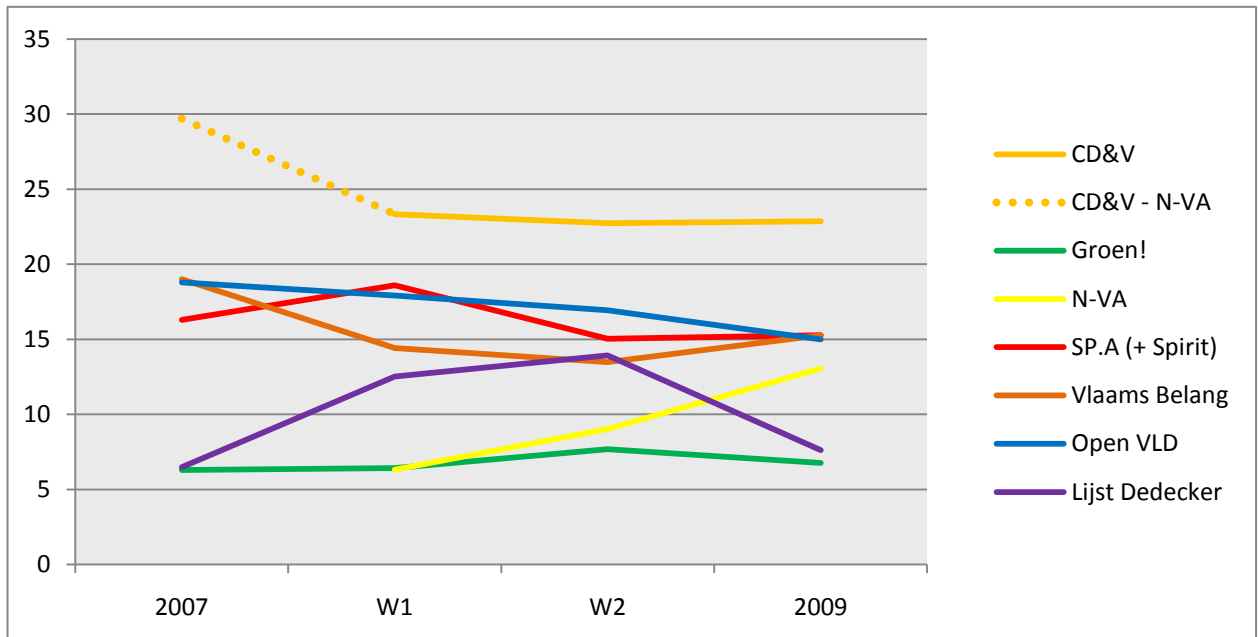
Toutefois, on sait peu quand ces changements se produisent au cours de la campagne.

Un des grands intérêts de la PARTIREP Election Study est justement de permettre une telle analyse. Un même panel d'électeurs a été interrogé trois fois, au début de la campagne, quelques jours avant le scrutin et après le scrutin. Nous pouvons donc les suivre et savoir comment les intentions de vote ont évolué au fil de la campagne, quels ont été les transferts de voix non pas seulement de 2007 à 2009 mais aussi tout au long des derniers mois ayant précédés les élections régionales et européennes du 7 juin 2009.

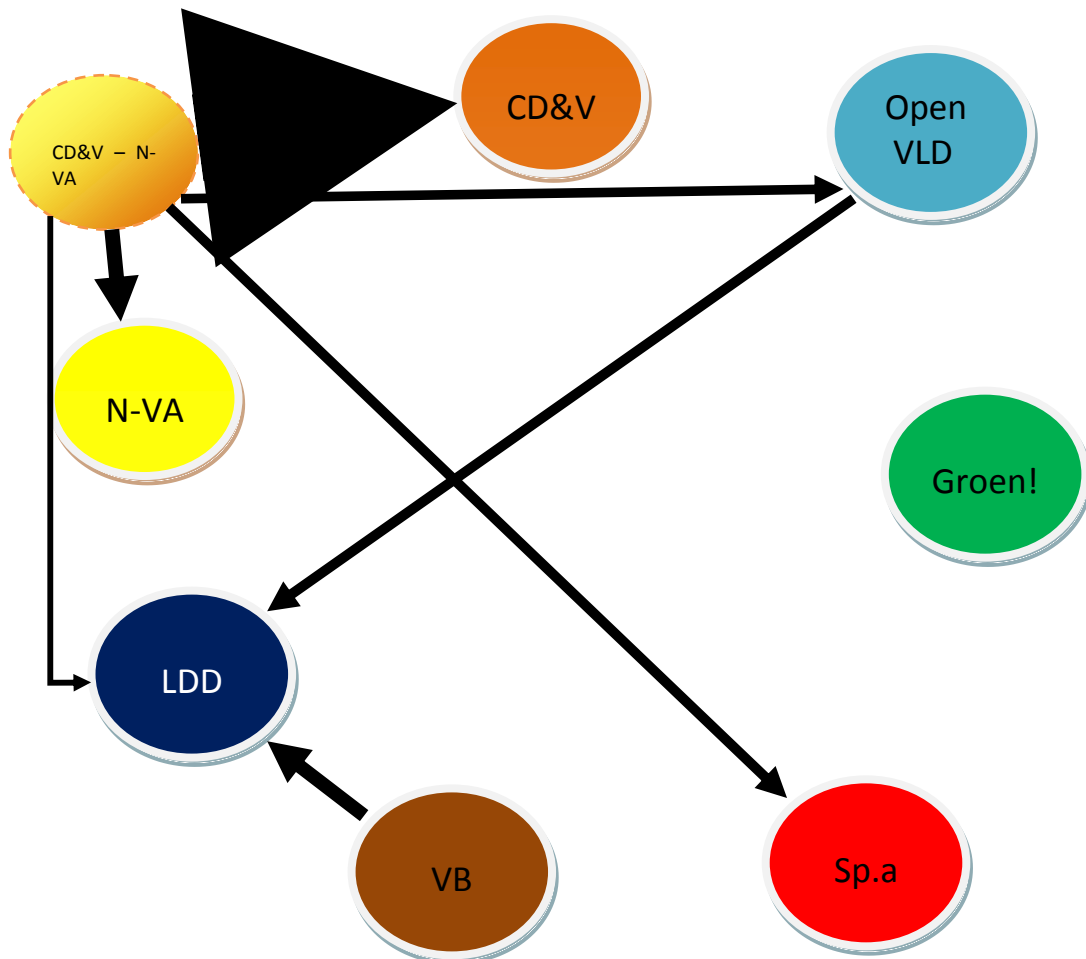
### **La Flandre**

Au début de la campagne, au printemps 2009, il y avait déjà eu pas mal de changements entre les intentions de vote pour 2009 et le vote exprimé à l'occasion des élections fédérales de 2007. En particulier, au printemps 2009, un score élevé de la Lijst Dedecker et un net déclin du Vlaams Belang s'annonçaient. Dans la suite de la campagne, les choses ont encore beaucoup changé. La Figure 2 montre l'évolution des intentions de votes sur toute la période couverte par l'enquête électorale PARTIREP. Elle donne le score réel en 2007, les intentions de vote lors de la première et de la deuxième vague de notre recherche et le résultat final de 2009.

**Figure 2 : L'évolution de l'électorat Flamand (choix électoral et intentions de vote) entre juin 2007 et juin 2009**



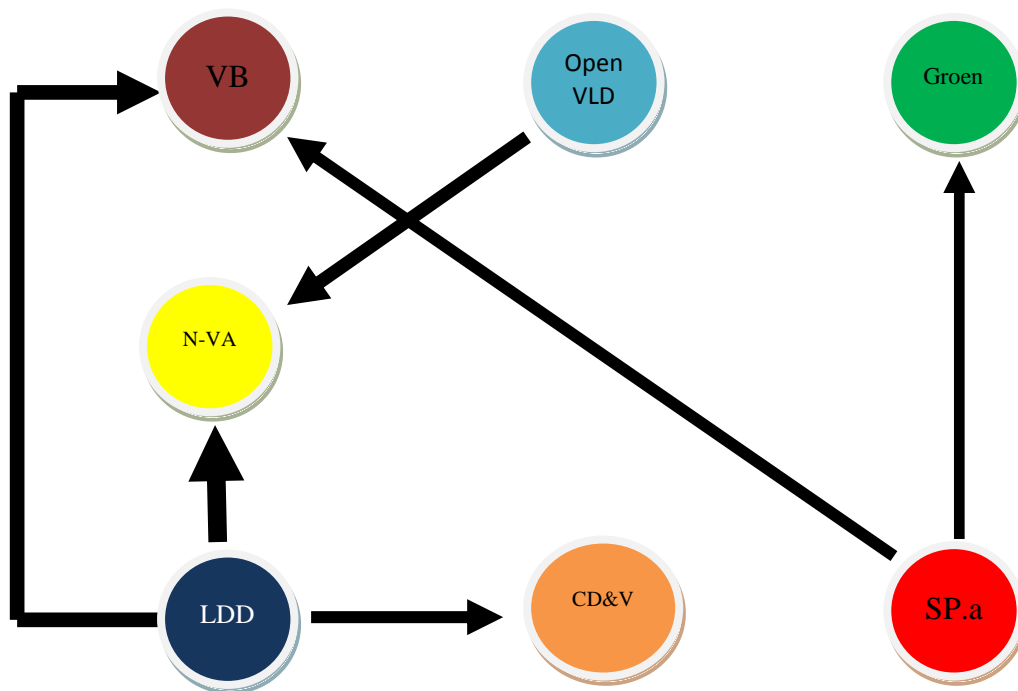
**Figure 3: Transferts d'intentions de vote entre les élections fédérales de 2007 et la première vague d'enquête (février-avril 2009)**



La Figure 3 montre les flux « nets » entre les partis entre 2007 et le début de la campagne. Le flux entrant est donc déduit du flux sortant. Les flèches représentent les soldes de mouvements d'électeurs les plus significatifs. L'épaisseur de la flèche augmente plus le mouvement est fort. Attention, il s'agit bien des *soldes* de transferts d'intentions de vote, soit les électeurs gagnés moins les électeurs perdus. Cela ne veut donc pas dire que seuls les mouvements représentés par les flèches se sont produits. Des mouvements d'intention de vote dans tous les sens existent. Mais nous ne montrons que les soldes gains-pertes et uniquement les plus significatifs.

La Figure 3 montre que les gains de LDD venaient effectivement du Vlaams Belang, mais aussi de l'Open VLD en du cartel CD&V-N-VA. L'Open VLD a, pour sa part, reçu des voix du cartel CD&V-N-VA, mais en a à son tour perdu au profit de la Lijst Dedecker.

**Figure 4: Mouvements entre les intentions de votes en Flandre pendant la campagne**



La Figure 4 montre les mouvements qui se sont produits durant la campagne. Les conclusions les plus marquantes sont les suivantes :

- Les échanges les plus importants se sont produits à la droite et au centre du spectre politique. Il y eu beaucoup moins de transferts à gauche. A droite, la campagne était

très compétitive. Le paysage partisan y est très dense avec trois partis proches l'un de l'autre, notamment dans la perception qu'en ont les électeurs.

- Les gains de la N-VA en cours de campagne sont venus en grande partie de la LDD et de l'Open VLD. La LDD a quant à elle vu ses électeurs partir, et cela surtout au profit de la N-VA. Les pertes totales de l'Open VLD s'expliquent pour une part par un solde négatif avec la N-VA.
- La LDD est donc le grand fournisseur de voix à la droite du centre. Un grand nombre d'électeurs avaient l'intention de voter LDD (bien plus que le nombre de votes réellement obtenus), mais la LDD n'a pas pu les garder. Ils sont partis non seulement vers la N-VA mais aussi vers le Vlaams Belang et vers le CD&V. Les tensions entre l'Open VLD et la LDD durant la campagne n'ont été favorables à aucun des deux partis. Non seulement, il n'y a eu presque aucun mouvement d'électeurs entre les deux partis, mais les deux ont même perdu des électeurs partis vers la N-VA.
- Le SP.a n'a pas vécu une campagne très réussie. Il a perdu des voix sur ses deux flancs. A gauche, des électeurs l'ont quitté pour Groen!, un transfert traditionnel entre ces deux partis. Et à droite, le SP.a a encore – comme au cours des années nonante – perdu des voix au profit du Vlaams Belang.

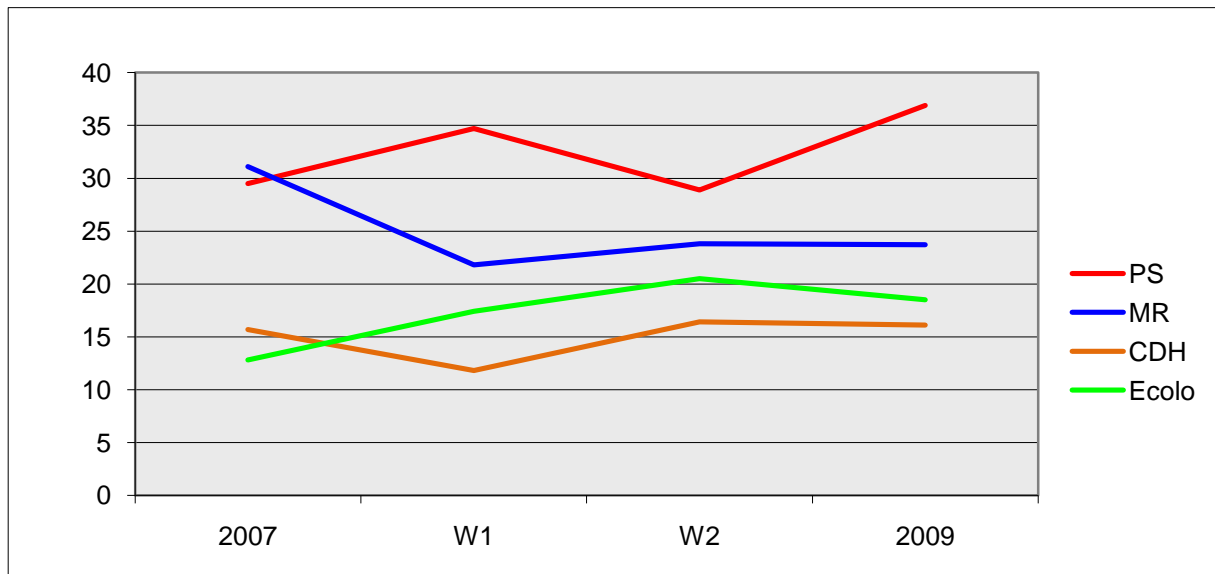
## Wallonie

En Région wallonne, les intentions de vote au début de la campagne 2009 étaient, comme en Flandre, bien différentes des choix exprimés deux ans plus tôt lors du scrutin fédéral de 2007. La Figure 5 montre l'évolution des élections de 2007 à celles de 2009 en passant par la première et la deuxième vague de notre enquête. Les mouvements dans les intentions de vote peuvent se résumer comme suit :

- le MR enregistre l'essentiel de ses pertes avant même le début de la campagne électorale de 2009 ;
- le PS se redresse avant la campagne, rechute au début de celle-ci mais remonte nettement dans les derniers jours ;
- Ecolo est en hausse constante de 2007 jusqu'au milieu de la campagne mais baisse légèrement dans les derniers jours avant le 7 juin 2009 ;
- le cdH est globalement stable mais perd un peu entre 2007 et le début de la campagne (entre W1 et W2), se redresse quelque peu au début de la campagne (entre W1 et W2) puis rebaisse légèrement.



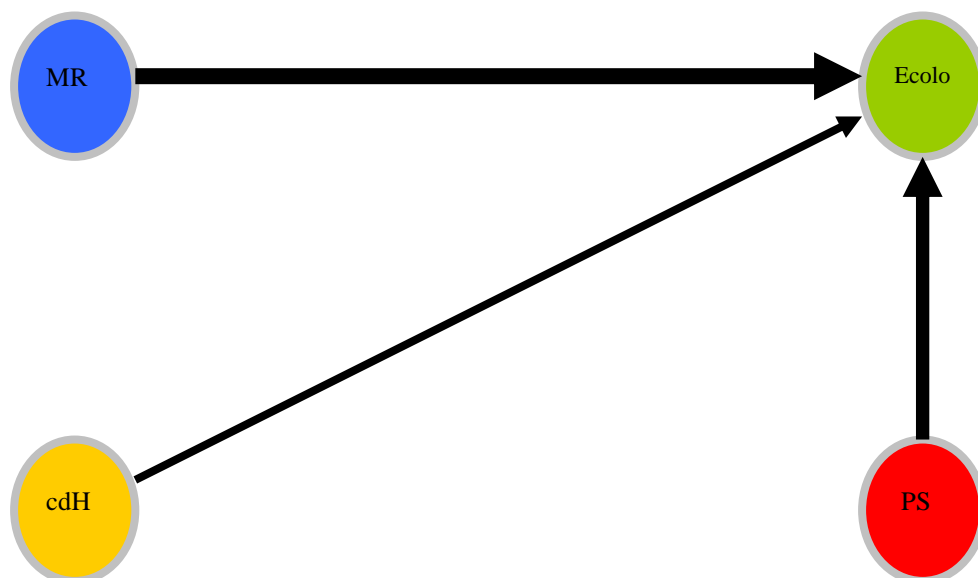
**Figure 5 : L'évolution de l'électorat wallon (choix électoral et intentions de votes) entre juin 2007 et juin 2009**



Le graphique précédent nous a permis de voir comment les intentions de vote pour chacun des partis ont évolué en Wallonie de juin 2007 à juin 2009. A présent, nous allons voir quels mouvements de voix expliquent ces variations.

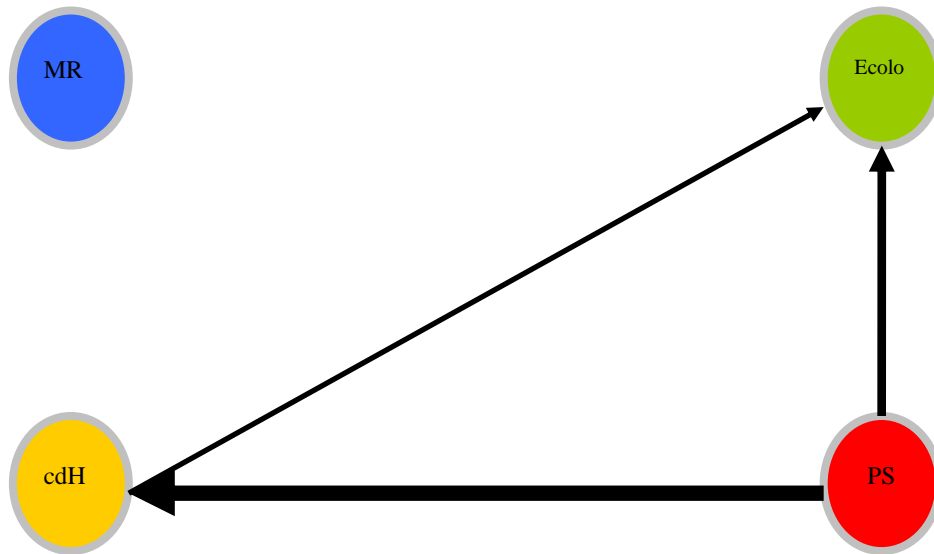
Dans les trois figures suivantes, les flèches représentent encore les soldes de mouvements d'électeurs les plus significatifs.

**Figure 6: Transferts d'intentions de vote entre les élections fédérales de 2007 et la première vague d'enquête (février-avril 2009)**



La Figure 6 représente trois soldes de transferts d'intentions de vote significatifs. Il s'agit dans tous les cas de soldes positifs en faveur d'Ecolo. Les verts gagnent des électeurs aux dépens, dans l'ordre de l'importance des gains, au MR, au PS et au CDH.

**Figure 7 : Mouvements entre les intentions de votes lors de la première vague d'enquête (février-avril 2009) et la deuxième vague d'enquête (mai 2009)**



La Figure 7 présente les soldes de transferts d'intentions de vote entre le début de la campagne (W1) et la fin du mois de mai (W2). Dans cet intervalle, deux types de mouvements significatifs apparaissent. Le premier est encore un petit gain d'Ecolo aux dépens du PS et du CDH. Le deuxième est un gain un peu plus important du CDH aux dépens du PS. Le PS est donc le grand perdant du début de la campagne électorale de 2009.

Enfin, la Figure 8 présente les mouvements significatifs des derniers jours de la campagne, entre fin mai et le 7 juin 2009. Le PS y compense pour partie ses pertes du début de la campagne. Il reprend des électeurs au CDH et à Ecolo. Le MR pour sa part continue de vivre une campagne neutre. Il gagne et perd des électeurs mais toujours dans des proportions proches, ce qui donne des soldes de transferts d'intentions de vote nul et/ou non significatifs.

**Figure 8 : Mouvements entre les intentions de vote lors de la deuxième vague d'enquête (mai 2009) et le vote effectif le 7 juin 2009.**

